



## Note d'analyse 4

(cf. Remarques méthodologiques, *supra* p. 5)

### Programme “Conférences pour mémoire” (mars - juin 2012) et (septembre 2012)

A. Guichaoua - S. Capitant

#### 1. Objectifs des missions de mars-juin 2012

Les missions avaient pour objectif principal le suivi et le bon achèvement du programme des “Conférences pour mémoire” (coordination, organisation et tenue des trois émissions programmées en juin juste avant les commémorations du 1<sup>er</sup> juillet). Il s’agissait ensuite de réaliser à chaud, dès la fin du cycle, un premier bilan avec tous les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre.

En effet, suite au retentissement de la première émission consacrée aux Forces de défense nationales, les contacts noués avec de nombreux officiers ont débouché sur de fortes sollicitations qui se sont traduites par plusieurs réunions de concertation. Toutes portaient sur la volonté des responsables des forces armées de s’exprimer et de mettre en place des lieux de débats ouverts et des outils de communication sur les questions de sécurité nationale intérieure et extérieure.

À la veille des cérémonies officielles de commémoration de l’indépendance, il s’agissait aussi de faire le point sur la question de la liberté et de la marge d’autonomie des médias. Le séjour a été marqué par le rendu en première instance du jugement du journaliste Hassan Ruvakuki. Journaliste de Radio Bonesha et correspondant en kiswahili de RFI, il était accusé d’“actes de terrorisme” pour un déplacement auprès d’un groupe de rébellion naissant. Bien que la défense soutienne que ce déplacement était d’ordre professionnel et visait seulement à produire un reportage, la cour a jugé que cela équivalait à un soutien et l’a condamné le mercredi 20 juin 2012 à la prison à perpétuité. Cette situation à laquelle se sont greffés des différends plus anciens entre médias privés et autorités a durci les relations à la veille des commémorations et mis à mal la solidarité des médias.

La deuxième thématique concerne l’avenir de la CVR. Le cycle Conférences pour mémoire n’a jamais eu pour objectif de contribuer à la CVR en produisant des témoignages. Plus modestement, et sans doute de manière plus réaliste, il s’agissait d’initier un débat public tourné vers le passé et fondé sur un esprit de dialogue apaisé bien que contradictoire. Nous espérions enclencher ainsi un certain “décrispement” en matière de débats historiques en démontrant la possibilité de parler histoire avec des personnalités de haut niveau sans provoquer de tensions ni de frustrations. De manière très indirecte, cela pouvait initier une dynamique bénéfique à la CVR. Or, force est de constater que l’avenir de la CVR demeure très incertain. Très peu d’acteurs sur place la considèrent comme probable. De manière plus radicale, beaucoup espèrent même qu’elle ne verra pas le jour du fait des conditions régissant son fonctionnement, jugées

peu propices à un débat serein. Ce contexte a conduit à donner un écho plus important aux conférences, perçues dès lors comme un des seuls lieux médiatisés de débat historique. Cette impossibilité de voir émerger une CVR est un élément contextuel important à intégrer pour la mise en place des suites éventuelles à apporter **au cycle** “Conférences pour mémoire”.

Une attention particulière sera portée à l'enjeu toujours déterminant de la liberté d'expression et de la place des médias, aux marges de manœuvre des coopérations face à un État autoritaire et du travail possible avec des institutions tels que les médias ou l'armée, apparemment en “état de grâce” en matière d'ouverture et de proximité avec les populations.

### 2. Contexte de réalisation du cycle “Conférences pour mémoire”

#### a) *Les fruits d'une action de long terme*

Le cycle Conférences pour mémoire s'est ouvert le 24 mars 2012 après 5 mois de préparation. Il s'est poursuivi depuis de manière régulière (le 14 avril, puis une émission complémentaire le 11 mai, enfin les trois dernières du cycle à la fin de juin). Il s'est ainsi, pour le public et les autorités, progressivement installé dans le temps. Cette approche en termes de cycle et sur la durée s'est avérée essentielle et cruciale pour la réussite du projet. En effet, les trois dernières émissions organisées les trois semaines avant les commémorations du cinquantenaire, se sont déroulées dans un environnement politique et médiatique chargé et, qui plus est, quelque peu tendu en raison du report ou du boycott d'événements organisés par d'autres coopérations étrangères à l'occasion du cinquantenaire.<sup>1</sup>

Du fait de son antériorité, du fait aussi de sa régularité et de son tissage très fort avec les médias burundais, le cycle n'a pas été perçu comme un événement ponctuel et occasionnel promu par des “étrangers”. Son lancement dès les mois de mars/avril à un moment où rien n'était encore fait selon une perspective mémorielle, la permanence du dialogue avec les autorités politiques et administratives (membres du gouvernement, dirigeants du parti CNDD-FDD, CNC, etc.), son traitement équilibré dès les deux premières émissions de deux sujets sensibles (l'armée, le politique) a ainsi permis de “naturaliser” ces conférences et de les intégrer dans le cycle habituel de la production médiatique burundaise. Cet engagement de long terme a été, il faut le souligner, officiellement salué par le maintien de l'ensemble des émissions, mais aussi par l'accueil par la RTNB de la dernière émission (diffusée de plus en direct sur la télévision nationale sur proposition du Directeur lui-même) ainsi que par la participation du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale à la dernière émission.

#### b) *L'équilibre de l'équipe de coordination*

Cette dernière mission a permis de confirmer la bonne cohérence de l'équipe de coordination. Sa double composition (étrangère/burundaise) s'est à plusieurs reprises révélée décisive. Sans restreindre les tâches des partenaires burundais, divers négociations et contacts ont ainsi pu être initiés beaucoup plus facilement. Dans la coordination des médias, le statut d'intervenant extérieur a permis d'entreprendre des démarches qu'un membre burundais aurait

---

<sup>1</sup> Colloque de l'Université sur le Cinquantenaire (financement France/Chine), reporté *sine die* à la demande des autorités ; débat Buyoya/Ntibantunganya organisé par une ONG (financement britannique), reporté *sine die* à la demande des autorités ; colloque d'Anvers (boycotté par les officiels burundais invités). Dès le début du mois de juin, la Présidence avait exigé de tous les membres du gouvernement une grande sobriété et prudence en matière de communication publique afin de ne pas prendre de risques d'“agitation” avant les cérémonies du Cinquantenaire. Seules devaient être promues des prises de parole contrôlées lors de manifestations ou d'événements officiels, comme ceux organisés par différents corps de la Nation organisant des Journées Portes ouvertes (Armée, ministère des Relations extérieures, etc.).

eu beaucoup de mal à effectuer, notamment du fait de ses propres liens avec les médias. L'exemple de la négociation avec la RTNB pour la réalisation finale en est une très bonne illustration. De même, la dimension internationale de l'équipe de coordination assumée tout au long du cycle a sans doute permis de répondre avec plus de force dans les rares occasions où des frustrations officielles se sont exprimées envers des émissions.

### 3. Réalisation et appréciation "à chaud" des émissions

Les réalisations de cette mission relèvent essentiellement de la possibilité d'avoir mené à bien les trois émissions prévues, et qu'elles se soient avérées à la hauteur des exigences techniques et intellectuelles qui leur étaient fixées.

Un rapide descriptif sera fait des 5 émissions. Pour plus de détails (présentation des intervenants, des journalistes, des résumés + captations audio et vidéo des émissions), consultez [le site internet dédié](#).

Au-delà du descriptif de ces 5 émissions, trois autres éléments seront portés au compte des réalisations : l'appréciation générale des émissions et l'ancrage de ce principe d'émissions ; le maintien d'une idée de collaboration entre universitaires et journalistes pour produire des savoirs accessibles faisant mieux connaître l'histoire nationale par le biais de témoignages ; les contacts établis avec l'armée.

#### a) La bonne conduite des émissions

Liens : <https://recherche-afriqueledesgrandslacs.pantheonsorbonne.fr/activites-et-programmes/burundi-2012-conferences-memoire>

Cycle de 5 émissions.

Les émissions 1, 1bis, 2, 3 et 4 ont été enregistrées à l'ABR-Maison de la Presse, et diffusées en direct et en synergie sur les 6 radios partenaires et en différé sur la Télévision nationale et la Télévision Renaissance.

L'émission 5 a été enregistrée à la Télévision Nationale et diffusée en direct et en synergie sur les 6 radios et 2 télévisions partenaires.

Toutes les émissions ont été faites en français (première partie) et en kirundi (deuxième partie).

#### **Émission 1 : *Regards d'acteurs militaires***

Titre : Les forces de Défense nationale gardiennes des institutions.

Invités : Lieutenant-Général *Germain Niyoyankana* & Généra-Major *Évariste Ndayishimiye*

Date : 24 mars 2012, 9h-10h en Fr. et 10h-11h en Kir.

#### **Émission 1 bis : *Regards d'acteurs militaires***

Titre : Les forces de Défense nationale gardiennes des institutions.

Invités : Lieutenant-Général *Germain Niyoyankana* & Général Major *Évariste Ndayishimiye*

Date : 11 mai 2012, 9h-10h en Fr. et 10h - 11h en Kir.

⇒ L'émission 1bis a été organisée par les médias à la demande des deux officiers soucieux d'aller jusqu'au terme du conducteur initialement prévu pour l'émission 1.

**Émission 2 : *Regards d'acteurs politiques***

Titre : Le pluralisme au fil de l'histoire burundaise.

Invités : SE **Pierre Buyoya** & SE **Sylvestre Ntibantunganya**, ex-Chefs de l'État

Date : 14 avril 2012, 9h-10h en Fr. et 10h - 11h en Kir.

**Émission 3 : *Regards d'acteurs religieux***

Titre : Églises et pouvoirs : des relations ambivalentes.

Invités : Mgr **Simon Ntamwana**, Archevêque de Gitega, membre fondateur de la ligue des droits de l'homme ITEKA & Mgr **Bernard Ntahoturi**, Archevêque de l'Église anglicane du Burundi.

Date : Samedi 16 juin 2012, 9h-10h en Fr. et 10h-11h en Kir.

**Émission 4 : *Regards de la diaspora***

Titre : Partir, Revenir

Invités : **Françoise Ngendahayo**, représentante UN Women à Kinshasa, ex-ministre chargée du *Rapatriement* et de la Réinsertion des *réfugiés* et des déplacés, puis ministre de la Solidarité Nationale, des Droits de la personne humaine et du Genre, ex-Vice-présidente de la CVR (en provenance de Kinshasa) & **Luc Rukingama**, directeur régional de l'UNESCO à Harare, ex-ministre des Relations extérieures et autres portefeuilles ministériels.

Date : Samedi 9 juin 2012, 9h-10h (Fr) et 10h - 11h (Kir).

**Émission 5 : *Table-Ronde bilan***

Titre : L'Accord d'Arusha ou la construction d'une paix durable

Invités :

**Joseph Waryoba Butiku**, directeur exécutif de la Fondation Mwalimu Nyerere (Tanzanie), Signataire de l'Accord au nom de la Tanzanie ;

**Fulgence Dwima-Bakana**, directeur de la Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du FED, ex-ministre de la Justice ;

**Laurent Kavakure**, ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale ;

**Eugène Nindorera**, chef de la Division des droits de l'homme de l'ONCI (Côte d'Ivoire), Ancien ministre chargé du suivi du Processus de paix.

**Date** : Samedi 23 juin 2012, 9h-10h30 en Fr et 10h30-12h en Kir.

**b) *L'appréciation générale des émissions***

Sans rentrer dans le détail, signalons seulement que les cinq émissions ont suscité des commentaires très positifs aussi bien de la part des invités venus y assister que des auditeurs et téléspectateurs. Ont été régulièrement soulignées la qualité et la diversité des invités.

Ainsi, le dialogue entre Monseigneur Simon Ntamwana et Monseigneur Bernard Ntahoturi a été salué pour son originalité mais aussi pour son côté exceptionnel. Les deux prélats étant rarement invités ces dernières années à s'exprimer, et qui plus est côte à côte. Ils se sont de plus

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

prononcés sur des sujets importants et délicats, allant même jusqu'à reconnaître l'illégitimité du silence des Églises en 1972. L'émission sur les diasporas a été reconnue comme étant très instructive, beaucoup avouant avoir appris un grand nombre d'éléments historiques ignorés sur les réfugiés et les déplacés. Enfin, la dernière émission a été unanimement soulignée comme étant de très haute facture et étant la preuve de la capacité de la société burundaise à débattre dans le respect de l'équilibre et du dialogue contradictoire. Les dernières émissions ont aussi été la démonstration d'une maîtrise technique de plus en plus solide, facteur fort et annonciateur de développements futurs permettant d'affirmer l'ancrage technique, journalistique mais aussi institutionnel de ce principe d'émission.

Le fait que le ministre des Affaires étrangères ait pu confirmer sa participation après avoir obtenu l'accord du Président, que des représentants du Conseil supérieur de la communication aient soutenu le cycle jusqu'au bout, que l'ensemble des médias partenaires malgré parfois des tensions ait maintenu leur solidarité dans ce cycle et se soit engagé à poursuivre le principe des émissions comptent parmi les réalisations les plus fortes de cette mission.

### ***c) Le maintien d'une idée de collaboration entre universitaires et journalistes pour produire des savoirs accessibles faisant mieux connaître l'histoire nationale par le biais de témoignages***

Une réunion d'évaluation a été organisée à la Maison de la presse avec l'ensemble des directeurs de médias le mardi 19 juin. Tous les médias partenaires étaient représentés par leurs directeurs (Radio nationale, Radio-Télé Renaissance, RPA, Isanganiro, Bonesha, Iwacu, Rema) ou un représentant (Renouveau), sauf la Télévision nationale qui s'était fait excuser. Le directeur de la Maison de la presse, le Président, le Secrétaire exécutif et le Chef technique de l'ABR ont aussi participé à la réunion. La réunion était présidée par l'ABR, autorité invitante.

Au niveau technique, la maîtrise professionnelle aussi bien en production qu'en post-production de l'équipe de l'ABR a été soulignée. Il en va de même de son autonomie et de sa capacité à être le support technique indépendant dans le cadre de productions futures.

Un rapide bilan des émissions a été fait lors de cette rencontre. Les participants ont listé les caractéristiques suivantes comme essentielles et comme la "marque de fabrique" des émissions :

- La liberté et la pluralité des invitations : autonomie des organisateurs dans les invitations ;
- La préparation journalistique des émissions : professionnalisme de l'animation et de la réalisation ;
- Le ton : pas du commentaire d'actualité mais une perspective historique et transversale, une approche constructive appuyée sur un questionnement exigeant ;
- L'histoire par des témoignages de grands acteurs représentatifs de larges secteurs de la société ;
- La co-production associant médias et universitaires ;
- La synergie entre des médias pluriels.

Ces quelques traits constituaient l'identité du projet et servaient de références futures.

Les médias par la voix du Président de l'ABR ont affirmé leur volonté de poursuivre la production de ce genre d'émissions, de manière autonome les premiers mois, puis dans des conditions à discuter pour la suite.

Cette volonté "d'avoir une suite" a été affirmée à plusieurs reprises. Les hommes et femmes de médias ont souligné le besoin et les attentes qui avaient été suscités auprès de leur public, attente à laquelle ils se devaient de répondre. Au-delà de la seule poursuite d'émission, de nouvelles idées ont été proposées. L'intention n'étant pas de reproduire des émissions

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

similaires, mais plutôt de réfléchir à des manières innovantes pour les médias de contribuer à une meilleure connaissance du passé et au maintien d'un dialogue au sein de la société.

### *d) Les contacts établis avec l'armée*

Avoir retenu pour la première émission le thème de l' "intégration des forces armées" comme illustration des acquis majeurs des 50 ans d'indépendance a fortement marqué tous nos interlocuteurs civils et militaires pendant la préparation, ainsi que les auditeurs lors de l'émission et les commentateurs divers par la suite. Aborder en direct sur les ondes et dans une optique critique et constructive, la question "tabou" de la place de l'armée avec des interlocuteurs militaires parmi les plus éminents et choisis par nos soins situait un niveau d'exigence, d'indépendance et une prise de risque calculée très élevés.

Au terme des deux émissions consacrées à l'armée<sup>2</sup>, la qualité et la portée de ce débat totalement inédit entre "professionnels" (retransmis aussi sur la radio nationale congolaise et au Rwanda via Radio Okapi), ont produit des effets en chaîne dans les milieux militaires et au sein de la Police tout d'abord dont la hiérarchie a bien perçu que notre approche concernait uniquement l'armée, puis plus largement dans les diverses composantes des forces armées qui découvraient au travers de médias indépendants un format d'expression bien plus productif que leur habituelle politique de communication officielle.

Les sollicitations se sont alors multipliées de la part de la haute hiérarchie des forces de Police, des porteurs de la revue de la Défense nationale ensuite et surtout de la part des responsables de l'organisation de la semaine "Portes ouvertes" du ministère de la Défense. Trois demandes apparurent claires : la première tenait à l'intérêt désormais porté à une politique de communication institutionnelle directe et émancipée des poncifs, la seconde à une volonté d'inscrire dans la durée des lieux et formes d'expression sur les enjeux de la défense et de la sécurité (publication d'articles de réflexion, recueil de témoignages, ...), la troisième enfin consistait à prendre appui sur la fenêtre médiatique ouverte pour exprimer publiquement et au plus haut niveau des non-dits majeurs sur l'état et le 'moral' des forces armées. L'occasion était fournie par la matinée de conférences lors de l'ouverture de la semaine "Portes ouvertes" en présence du chef de l'État et commandant des forces armées. C'est ainsi que les deux coordonnateurs du Cycle de Conférences pour mémoire furent sollicités pour y participer...

Cf. Premières interventions

[FDN Semaine Portes Ouvertes Rapport](#) ;

[FDN Exposé MDAC Elias SENTAMBA](#) ;

[EVOLUTION POST-COLONIALE DES FD Cyrille Ndayirukiye](#)

[LE PROCESSUS D'INTEGRATION](#)

### **Bilan rétrospectif et suites du programme des "Conférences pour Mémoire" (septembre 2012)**

Venant dans le prolongement des trois missions d'appui et de suivi du programme des "Conférences pour Mémoire" réalisées avant les commémorations du cinquantenaire de l'Indépendance avec les huit principaux médias du pays, cette mission s'est déroulée dans un climat très particulier au regard des précédents.

---

<sup>2</sup> La seconde émission a été organisée par les médias à la demande des deux officiers soucieux d'aller jusqu'au terme du conducteur initialement bâti.

**a) Caractère inédit et brèche dans le contrôle des médias**

Manifestement, les émissions ont marqué les esprits et laissé des traces fortes en raison de leur caractère inédit et des transgressions qu'elles ont introduites dans la tenue des débats publics, dans l'affirmation de l'indépendance et du poids des médias, dans la grande maturité des échanges entre des personnalités d'envergure qui y ont participé.

Alors que les autorités avaient interdit ou dissuadé toutes les manifestations et événements publics susceptibles de "troubler la quiétude des populations de l'intérieur avant les commémorations" et imposé des consignes de "communication *a minima*" aux membres du gouvernement, ces heures d'émissions hors de toute tutelle et alors même que les autorités n'en connaissaient ni les invités ni les contenus jusqu'à l'avant-veille de la diffusion en synergie et en direct sur tous les grands médias du pays ont suscité incrédulité, satisfaction et une certaine appréhension. Rares étaient ceux qui imaginaient que les autorités du CNDD-FDD puissent accepter que le programme et le format de l'émission perdurent sans que, d'une manière ou d'une autre, elles n'en prennent le contrôle. La forte assise des invités, la totale solidarité des médias publics comme privés, les relais des médias internationaux et le profil des organisateurs l'ont permis puis assuré un succès croissant qui a culminé lors de la dernière émission exceptionnelle d'une matinée entière dans les studios de la télévision nationale.

Deux raisons peuvent être invoquées : a) l'idée de ce programme était née lors de discussions avec les autorités politiques du CNDD-FDD qui déploraient les "commémorations gâchées" en raison du non-retour de Suisse de la dépouille du roi Mwanbutsa. Les échanges avaient ensuite été maintenus régulièrement surtout lorsque le format des émissions a été fixé (choix indépendant des personnalités invitées, pas de cadres politiques des partis à l'antenne, etc.) ; b) la co-production avec les médias ne permettait pas d'accuser des étrangers de sponsoriser des messages ou des individus, ni les médias d'être "achetés". De même, la coordination extérieure n'avait qu'une fonction d'appui scientifique et technique et n'intervenait pas comme partie dans les débats.

Il s'agissait bien d'un processus endogène promu et réalisé avec et par les médias burundais, clef fondamentale de la poursuite du programme jusqu'à son terme. La démonstration du fort pouvoir des médias a ainsi été faite, y compris lorsque les médias publics ont refusé de rompre la solidarité de la Synergie en se pliant aux exigences des autorités.

Depuis lors, passant outre aux vives réserves de ceux qui - en fait - n'avaient pas apprécié de ne pas être invités sur le plateau, toutes les autorités se sont déclarées très satisfaites de ce programme et ont - opportunément et légitimement - recueilli les dividendes de cette manifestation de "vitalité démocratique" et de "totale liberté des médias". Les pressions des autorités sur les médias redoublèrent alors pour obtenir la plus large couverture médiatique officielle des cérémonies du Cinquenaire démontrant une nouvelle fois que la "synergie des médias" était assurément un des derniers domaines d'expression qui échappait à leur contrôle politique.

**b) Des sollicitations inédites**

En outre, parmi les impacts indirects et totalement inattendus de ces émissions figurent l'usage qui en a été fait au sein de l'état-major des Forces armées et du Parlement. Ainsi, les coordinateurs du programme ont été sollicités par le ministre de la Défense et le chef d'État-major de l'Armée pour participer à la matinée des conférences inaugurales de l'Opération Portes ouvertes du ministère de la Défense organisée le 19 juin en prélude aux cérémonies du Cinquenaire en présence du chef de l'État. Ils ont bien évidemment accepté de participer à cette journée, mais pas d'en animer les débats, ce qui n'était d'ailleurs pas nécessaire... À cette occasion, le principal orateur, le général-major Cyrille Ndayirukiye, directeur de l'*Eastern*

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

*Africa Standy Force* (EASF) à Nairobi s'est référé directement aux émissions consacrées aux Forces armées pour demander qu'un large débat soit ouvert en leur sein afin de dresser une histoire de l'institution et de son rôle depuis l'Indépendance avant d'énoncer lui-même des propos jusqu'ici impensables face à un tel public sur les périodes sombres des années 1970 et 80 ou sur les difficultés actuelles de l'armée.

Le jour même, les coordonnateurs des émissions ont fait l'objet de nombreuses autres sollicitations de l'État-major pour appuyer "scientifiquement" le lancement effectif de la revue de la Défense nationale (annoncé depuis 2008), pour la publication d'une série de recueils de témoignages auprès de militaires issus du rang comme d'officiers sur la guerre, l'intégration des ex-forces rebelles dans l'armée, les missions actuelles des FDN, etc. Les jours suivants, le relais était pris par l'État-major de la Police nationale qui souhaitait participer lui-aussi à des émissions-débats.

Les forces de défense se sont donc imposées comme l'élément central du planning des réunions et échanges (informels) complété par des entretiens réguliers avec les niveaux les plus élevés des deux hiérarchies de l'Armée et de la Police. Les propositions avancées au niveau des FDN en juin ont été redébatues et validées par les deux pôles décisionnaires (ministre et secrétaire permanent). Les demandes de la Police l'ont été au plus haut niveau par le cabinet du Président.

De plus, un élément nouveau a très vite supplanté les autres au cours des échanges successifs qui tient à la volonté de réfléchir à la possibilité de tester un processus Vérité-Réconciliation "spécifique" et "adapté aux forces de défense et de sécurité", "en interne". La demande est portée par les deux généraux-majors chefs des cabinets militaires et de Police à la Présidence de la République et s'adresse au même "binôme d'organiseurs", qui "au cours des Conférences pour mémoire a réussi à inviter et faire parler des personnalités de tous bords" (*Ndabavugisha*).

En l'état, alors que le processus CVR est paralysé depuis 10 ans, une telle volonté - dont il reste à apprécier précisément la portée et les objectifs - tient à la nécessité de répondre aux vives frustrations que suscite de divers bords le nouveau blocage imposé par le calendrier politique qui rend désormais impossible le démarrage du processus CVR "officiel" avant les élections de 2015. Ainsi, la plupart des officiers ont fait parvenir les textes de leurs interventions aux Journées Portes ouvertes accompagnés de commentaires et d'autres réflexions personnelles. Cette démarche assez surprenante atteste d'un vrai besoin de la part des militaires de s'exprimer, ce qu'ils avaient dit et fait en présence du Chef de l'État lors de ces Journées en se référant ouvertement à la prise de parole qui avait été initiée dans le cadre des émissions du Cycle du Cinquantenaire. Cette volonté a été confirmée par les divers entretiens avec les hiérarchies de l'Armée et de la Police et élargie à une dimension "mémoire et réconciliation" au cours des réunions et entretiens. Ces demandes reposeraient sur l'implication des deux coordinateurs du cycle des Conférences invités à : "donner, recueillir, mettre en forme la parole".

Pour le volet CVR, il s'agirait d'en finir avec les "pressions étrangères" (onusiennes, principalement) et de promouvoir un "processus vraiment endogène". Le moment est assurément propice à un travail sur la mémoire et l'histoire. Il existe une véritable soif de savoir et de dire le passé et cette volonté se formalise ouvertement. La contrepartie non dite est l'évacuation de la composante "Justice" (un refus viscéral et partagé au regard des crimes du passé proche et lointain), mais il y a aussi des propositions intéressantes sur le plan de la "Réconciliation" au niveau des associations de victimes. En ce qui concerne le volet "histoire



## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

des forces armées” le soutien est sans réserve pour peu que le mandat soit clair et sans ambiguïté sur la nature “scientifique et méthodologique” de l'appui.<sup>3</sup>

Plus spécifiquement toutefois, les émissions sur les Forces armées ont continuellement dominé les débats avec les autorités, les médias et lors des déplacements dans le pays. Non pas parce que les autres émissions auraient suscité un intérêt moindre, mais assurément parce qu'après “trois décennies de régimes militaires tutsis”, la paix et la sécurité qui prévalent reposent et s'incarnent dans les nouvelles Forces armées intégrées. Il ressort de tous les propos directs ou privés tenus par les militaires, qu'ils se perçoivent comme une, voire la force majeure autour de laquelle s'organise l'équilibre des pouvoirs et la stabilité des institutions.

Certes, ce ne sont pas eux qui “exercent” le pouvoir et ils disent tous, qu'au regard de l'expérience passée, ils se garderont bien d'y revenir, mais ils sont intimement persuadés que la réputation des forces armées est excellente parmi la population, que leur rôle en matière de sécurité régionale est déterminant et que le poids politique et économique qu'ils représentent en font des interlocuteurs incontournables. Aujourd'hui, ce sont eux qui stabilisent la région, qui construisent l'intégration et la paix régionale (y compris via leur rôle dans les opérations onusiennes de maintien de la paix). À ce titre, leur niveau de coordination régionale au sein de l'EAC, d'Africom ou de l'Union africaine leur semble bien supérieur à celui des “politiques”.<sup>4</sup> Ainsi, beaucoup estiment jouer dans le pays un rôle déterminant similaire à celui des élites économiques (hommes d'affaires, groupes financiers ou industriels).

Il s'agit là toutefois, d'une appréciation pour le moins inopportune car, au propre comme au figuré, l'esprit de corps et ces solidarités professionnelles permettent effectivement d'accréditer la réalité d'une armée burundaise intégrée dont toutes les composantes “tirent profit” au propre et au figuré. En effet, la constitution et le renforcement de réseaux anciens et récents de militaires fortement insérés dans l'économie demeurent une constante. Le plus remarquable tient au fait que la politique “de rattrapage” dont les nouveaux gradés ont bénéficié a complexifié les réseaux existants sans en compromettre la survie, voire au contraire a conforté les “prélèvements” divers.

En termes de bilan immédiat, les points suivants en ressortent :

=> les médias représentent un acteur et un espace crucial aujourd'hui au Burundi ;

=> un des seuls champs que les autorités ne contrôlent pas complètement ;

=> le rôle du Président et des diverses autorités officielles est ambigu. Le premier parce qu'il a personnellement autorisé plusieurs personnalités relevant de son autorité directe à participer aux émissions alors que la consigne donnée au gouvernement était de limiter au maximum toutes les prises de parole et manifestations publiques. Les secondes car elles ont malgré tout accepté ou toléré que le projet aille jusqu'à son terme en tentant régulièrement d'imposer sans succès les leurs sur le plateau. Avant de faire savoir, une fois le cycle achevé, qu'il s'agissait là d'un exercice illustrant la liberté d'expression et l'indépendance des médias. Ce dont il faut indéniablement convenir.

---

<sup>3</sup> Dans les faits, aucun des projets débattus avec les Forces armées et la Police ne s'est ensuite concrétisé. De multiples réunions en petits groupes s'étaient tenues sur le champ et avaient donné lieu à des “libérations de la parole” très fortes qui justifiaient la tenue de nouveaux échanges avec ceux qui ne s'étaient pas encore exprimés ou n'y avaient pas encore participé. Mais la force des propos qui accompagnaient ces récits du vécu et du ressenti du passé des participants en faisait des moments exceptionnels de transgression qui ne pouvaient d'aucune manière être formalisés ou reproduits dans un autre cadre.

<sup>4</sup> *Mezzo voce*, l'ex-Président Pierre Buyoya peut toujours être considéré comme une personnalité de grande envergure. Bénéficiant de sa nouvelle aura de négociateur onusien dans les grands conflits de la planète, les réseaux politiques, militaires et économiques qu'il a bâtis au cours des années 1990-2000 demeurent très étoffés et actifs.